



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°67 - Semaine N°4

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

14% des licornes européennes
sont issues des pays nordiques

Source : [State of European Angels – 2023](#)

Pays nordiques

TotalEnergies et European Energy concluent un partenariat sur l'éolien en mer.

TotalEnergies va ainsi acquérir 85% du projet éolien offshore Jammerland Bugt (240 MW) et 72% du projet Lillebælt Syd (165 MW) de European Energy au Danemark. Les deux énergéticiens prévoient en outre de développer et d'opérer ensemble de nouveaux projets éoliens offshore à grande échelle au Danemark, en Suède et en Finlande, ainsi que de répondre aux prochains appels d'offres au Danemark. Ce nouveau partenariat fait suite à l'accord de septembre dernier, dans lequel les deux parties se sont associées pour développer au moins 4 GW de projets d'énergie renouvelable terrestre dans plusieurs pays, dans le cadre d'une co-entreprise détenue à 65% par TotalEnergies et à 35% par European Energy. L'entreprise danoise a par ailleurs annoncé, mi-janvier, l'acquisition par Mitsubishi de 20% de son capital.

La Norvège, pays le plus généreux à ce stade vis-à-vis de l'Ukraine, quasi-exæquo avec le Danemark.

Selon l'"Ukraine Support Tracker" de l'Institut de recherche allemand Kiel, l'aide totale de la Suède à l'UE a représenté 0,97 % du PIB en 2021, contre 1,6 % pour la Norvège, 1,59 % pour le Danemark et 1,1 % pour la Finlande. La moyenne de l'UE est de 0,47 % du PIB. La période de soutien prise en compte est du 24 janvier 2022 au 31 octobre 2023.

Danemark

Alors que l'inflation a légèrement augmenté, l'inflation sous-jacente tend à diminuer.

L'inflation est passée de +0,6% en glissement annuel en novembre 2023 à +0,7% en décembre. Cette hausse devrait se poursuivre au cours des prochains mois, compte tenu des prix de l'énergie mais aussi du fait de l'augmentation des salaires. Cependant, l'inflation sous-jacente s'établit à 2,6% en décembre, contre 3% en novembre, en lien avec les prix de l'électronique et des voitures neuves. La baisse de l'inflation sous-jacente devrait ainsi empêcher un retour à des taux d'inflation élevés comme ceux de 2022.

En 2022, le Danemark enregistre l'indice de niveau de prix le plus élevé de l'UE.

Le niveau des prix était 49% plus élevé que la moyenne de l'UE, contre 22,3% pour la Suède et 42,7% pour la Norvège. Les principales raisons évoquées sont les salaires danois élevés, qui se répercutent sur les consommateurs, ainsi que la TVA et les taxes élevées.

Le gouvernement danois a décidé d'allouer 1 Md DKK (134 M€) à l'industrie verte en 2024.

Cette mesure vise à assurer une meilleure compétitivité des entreprises danoises, face à des pays comme les Etats-Unis, la Chine, la France ou l'Allemagne qui soutiennent déjà leurs industries vertes. L'argent sera prélevé de la réserve du budget 2024 et placé dans le Fonds danois d'exportation et d'investissements (Danmarks Eksport- og Investeringsfond, EIFO). Les aides seront allouées à deux fleurons de l'industrie verte danoise : le secteur éolien et le Power-to-X (PtX). Ces entreprises pourront recevoir des subventions équivalentes à 15% de leurs coûts d'investissement ou des prêts et garanties équivalents à 20% de leurs coûts, pour l'établissement d'une nouvelle production ou pour l'expansion de la production existante au Danemark. Le dispositif devrait être maintenu en 2025, à un niveau potentiellement plus élevé qui sera déterminé plus tard cette année. La Confédération des industries danoises (Dansk Industri) et la Chambre de commerce (Dansk Erhverv) soutiennent la décision du gouvernement, malgré leur opposition de

principe aux aides d'État. Le Gouvernement espère ouvrir le programme de soutien aux candidatures courant janvier 2024.

La dette publique danoise atteint son plus bas niveau depuis 25 ans.

Au 1er janvier de l'année 2024, la dette publique danoise s'élevait à 294 Mds DKK (40 Mds€), soit 28,6 Mds DKK (3,9 Mds€) de moins que l'année précédente, selon la Banque Centrale danoise. Elle représentait ainsi 10,5% du PIB. Les raisons expliquant la faiblesse de la dette publique danoise sont les excédents publics dégagés ces dernières années, grâce à un taux d'emploi et à une consommation élevés, ainsi que la discipline budgétaire qui caractérise les finances publiques danoises. Le Danemark fait partie des pays de l'UE dont la dette en pourcentage de PIB est la plus faible.

Clever va financer 15 000 points de recharge publics pour 1 Md DKK (134M€).

Ces nouvelles bornes s'ajoutent aux 30 000 que possèdent l'entreprise spécialisée dans la recharge de véhicules électriques détenue par le groupe énergétique Andel. Elles visent à répondre aux besoins du marché de l'automobile électrique en pleine expansion. Le nombre de voitures électriques a presque doublé au Danemark en 2023. Les nouveaux points de recharge seront majoritairement installés dans les villes.

Avancée dans le projet de construction d'une des plus grandes usines d'hydrogène vert.

Porté par la société suisse H2 Energy Europe, la commune d'Esbjerg a récemment accordé un permis environnemental au projet. La décision finale d'investissement devrait être prise en 2024, une fois que le Folketing (Parlement) aura conclu un accord sur l'infrastructure hydrogène. Avec une capacité d'électrolyse de 1 GW et une production annuelle d'hydrogène estimée entre 90 000 et 100 000 tonnes, l'usine PtX à Esbjerg devrait représenter un investissement de 1 Md€ et être achevée d'ici 2027.

Finlande

L'inflation (IPCH) ralentit à +4,3% en 2023, contre +7,2% en 2022.

L'inflation est restée forte pour l'alimentation, à +9% (+10% en 2022), tandis qu'elle a nettement ralenti pour l'énergie à +4% (contre +31% en 2022), avec un recul de +9% des prix des carburants à la pompe. Hors énergie et alimentation, l'inflation augmente légèrement, à +4,1% contre +3,6% en 2022. L'IPCH devrait continuer de se stabiliser en 2024, avec une inflation à +1,6% selon le ministère des Finances, +1% selon la Banque de Finlande, et +1,9% selon l'institut de recherche ETLA. L'effet de la hausse des salaires et un éventuel nouveau choc énergétique représentent les principaux risques négatifs selon le ministère des Finances.

1 Md€ de coupes dans l'aide au développement.

Le 18 janvier, le ministre du Commerce extérieur et du Développement, Ville Tavio, a annoncé des coupes dans le budget de l'aide au développement pour la période 2024-2028 : -500 M€ pour les programmes bilatéraux, -160 M€ pour les programmes multilatéraux, et -130 M€ pour l'aide humanitaire. Les prêts seront diminués de -60 M€ par an. La Finlande suspend ses programmes de coopération avec 4 pays : l'Afghanistan, le Kenya, le Mozambique et le Myanmar. L'objectif d'1 Md€ de coupes dans l'aide au développement était annoncé dans le programme gouvernemental de juin 2023. Le budget 2024 prévoit 1,2 Md€ consacrés à l'aide au développement.

Le FMI recommande davantage de mesures d'austérité.

A la suite de sa mission annuelle dite « Article IV » en Finlande, le FMI salue les objectifs du gouvernement de renforcement de la rigueur de ses politiques de finances publiques. Toutefois, il juge insuffisantes les mesures prévues pour atteindre l'équilibre en 2028. Il recommande de poursuivre les coupes dans les dépenses, notamment à travers des gains d'efficacité dans la gestion des « régions de bien-être », et de chercher de nouvelles recettes, par exemple dans l'extension de la taxation du carbone ou une révision la TVA. Concernant les banques, le FMI souligne les risques présentés par le ralentissement du marché immobilier et le haut niveau de dette des ménages.

Fin des importations de combustibles nucléaires russes.

Selon le ministre de l'Environnement et du Climat, Kai Mykkänen, la centrale de Loviisa ne dépend plus pour son fonctionnement de nouveaux achats de combustible à TVEL (filiale de Rosatom). Les deux réacteurs de la centrale de technologie soviétique VVER produisent près de 10% de l'électricité consommée en Finlande. En novembre 2022, Fortum, le gestionnaire de la centrale, a passé un accord avec l'américain Westinghouse pour développer un nouveau combustible. Le 4 janvier 2024, le groupe a annoncé étudier la possibilité de collaborer avec d'autres fournisseurs occidentaux. Selon Mykkänen, les stocks existants suffisent pour ne plus dépendre de nouveaux achats à la Russie jusqu'en 2029.

Nokia crée une filiale dédiée aux Etats-Unis.

Annoncée le 15 janvier 2024, Nokia Federal Solutions se concentrera sur la fourniture des technologies et produits de Nokia (routage IP, réseaux optiques, micro-ondes, 5G, sans-fil privé et sans-fil privé tactique) aux agences fédérales américaines. Ce lancement confirme le renforcement de Nokia aux Etats-Unis dans le secteur de la défense, après le rachat en décembre de l'américain Fenix Group, spécialisé dans les technologies sans fil à usage militaire. Selon le PDG de Nokia, Pekka Lundmark, l'adhésion de la Finlande à l'OTAN ouvre de nouvelles opportunités dans les industries de défense.

Islande

L'Islande intègre le fonds européen de garantie pour l'innovation, InvestEU.

Le fonds est doté de 26,2 Mds€ pour la période 2021-2027. Il a pour objectif de soutenir les investissements dans l'innovation, les infrastructures durables et la transformation digitale en Europe, tout en mettant l'accent sur le financement des PME. La Commission européenne espère 372 Mds€ d'investissements supplémentaires entre 2021 et 2027 dont 30% en faveur du climat grâce à InvestEU.

Les aides à court terme pour les habitants de Grindavik sont prolongées.

Après une nouvelle éruption dans la péninsule de Reykjanes au mois de janvier, le gouvernement islandais prévoit un plan d'action qui sera présenté au Parlement au mois de février. Il est prévu que le Trésor restitue aux habitants la valeur des biens immobilisés à Grindavik afin qu'il puissent financer de nouveaux logements ailleurs s'ils le souhaitent. La valeur des 1 664 propriétés à Grindavik est estimée à 107 Mds ISK (721 M€), soit 2,7% du PIB. Les mesures prises au mois de novembre concernant les aides au logement et le paiement des salaires ainsi que la contribution à un fonds de pension seront prolongées jusqu'au mois de juin (contre février initialement). L'aide au logement couvrira désormais 90% du coût de la location contre 75% auparavant.

L'année 2023 a été la 2^e année la plus chargée en nombre de touristes après 2018.

Plus de 2,2 M de visiteurs sont partis de l'aéroport de Keflavik en 2023 (+31,1% par rapport à 2022). Parmi ces visiteurs, 28% étaient américains, 13% britanniques, 6% allemands, 6% polonais et 4,5% français. Ces chiffres ne prennent pas en compte les touristes arrivant par le ferry ou d'autres aéroports internationaux en Islande. Par ailleurs, le nombre de personnes travaillant dans le secteur du tourisme a augmenté de +13% en novembre 2023 en glissement annuel (passant de 28 300 à 32 500 emplois).

Icelandair recevra 7 avions Airbus A321LR en location d'ici 2026.

La compagnie aérienne islandaise Icelandair et la société irlandaise CDB Aviation ont signé des contrats de location à long terme pour deux nouveaux Airbus A321LR qui seront livrés au second semestre 2025. Ces avions s'ajoutent aux cinq autres contrats de location qui ont été signés depuis juillet 2023. Les Airbus A321LR remplaceront les Boeing 757 d'Icelandair et la livraison des avions loués doit commencer dès cette année.

Össur achète l'Allemand Fior & Gentz.

La société islandaise de prothèses Össur a signé un accord pour acheter toutes les parts de la société allemande spécialisée dans les orthèses, Fior & Gentz. Le prix d'achat est de 100 M€, plus un paiement additionnel lié aux performances de l'entreprise estimé à 10 M€. Le chiffre d'affaires de Fior & Gentz a atteint 21 M€ en 2023. Environ 80 personnes travaillent dans l'entreprise.

Norvège

Déclaration ministérielle franco-norvégienne sur l'industrie verte.

Dans le cadre du forum annuel franco-norvégien sur l'industrie verte auquel ont participé plus de 200 acteurs norvégiens et français le 16 janvier dernier à Paris, le ministre norvégien du Commerce et de l'Industrie, Jan Christian Vestre, et le directeur général des entreprises du Ministère français de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Thomas Courbe, ont signé un partenariat industriel vert. Ce partenariat doit permettre d'accélérer le développement des technologies décarbonées et de renforcer les relations industrielles et énergétiques déjà étroites entre les deux pays. Il créera également de nouvelles opportunités pour les entreprises norvégiennes et françaises. « Ce que nous sommes en train de mettre en place peut constituer la base d'investissements de plusieurs milliards pour les entreprises norvégiennes et créer de nombreux emplois en Norvège », a déclaré le ministre norvégien Jan Christian Vestre.

Taux d'emploi élevé en Norvège.

D'après le dernier baromètre OCDE (2023), la Norvège est classée 4^e pays européen concernant la proportion de personnes en âge de travailler occupant un emploi. Le taux d'emploi est actuellement supérieur à 70%. La ministre du travail, Torje Brenna, a félicité les entreprises norvégiennes, qui « représentent 90 % de la croissance de l'emploi ». Le nombre de personnes au chômage a diminué de 51 000 depuis 2019, soit une baisse de 7%. Le vice-président du parti conservateur, Henrik Asheim, a toutefois rappelé qu'il y a toujours 650 000 personnes sans emploi et qui ne suivent pas d'études en Norvège.

Accélération de l'évasion fiscale.

Un récent rapport de l'administration fiscale déplore la hausse de l'évasion fiscale d'autant qu'elle n'est plus compensée par l'arrivée en Norvège de riches contribuables. Entre 2011 et 2021, 5 personnes dont la fortune était estimée à 9 M€ ou plus (plus de 100 M NOK) ont quitté le pays en moyenne tous les ans. Ces départs étaient rééquilibrés par l'arrivée annuelle de 7 riches contribuables. En 2021 et 2022 en revanche, le déficit s'est accentué de manière

significative, avec 44 départs et trois arrivées en moyenne par an.

De plus en plus de milliardaires en Norvège.

Entre 2022 et 2023, le nombre de milliardaires norvégiens est passé de 66 à 94 (+42%), tandis que celui des contribuables dont la fortune dépasse 9 M€ (100 M NOK) s'élève désormais à 2 508 (+43%). Cette augmentation rapide s'explique notamment par la réforme fiscale de 2021 relative à l'élargissement de l'assiette d'imposition des actions, des locaux commerciaux et des résidences secondaires.

Lancement de la nouvelle marque *Made in Norway*.

Le 15 janvier, le ministre du Commerce et de l'Industrie Jan Christian Vestre a lancé le label *Made in Norway*. Il sera attribué aux produits norvégiens qui répondent à un cahier des charges exigeant en matière de durabilité, de qualité et de responsabilité. Le label s'inscrit dans le sillage de l'initiative « Toute la Norvège exporte », lancée en 2022.

Débat sur l'éolien terrestre.

Le Premier ministre Jonas Gahr Støre a réaffirmé qu'il soutiendrait l'implantation davantage d'éoliennes terrestres en Norvège. Toutefois, un conflit subsiste sur l'utilisation des terres samies. La présidente du parlement sami, Silje Karine Muotka, estime que « le gouvernement n'a rien appris de l'affaire Fosen », qui avait mené à plusieurs manifestations samies à Oslo. Elle appelle à mettre en place un dialogue sérieux avec le gouvernement.

Coopération d'EDF Renewables avec la Norvège pour l'éolien offshore.

La société française EDF Renewable et le groupe norvégien Deep Wind Offshore ont annoncé qu'elles élargissaient leur coopération dans le domaine de l'éolien offshore en Norvège. Outre l'appel d'offres d'Utsira Nord de 2024, pour lequel leur consortium est déjà candidat, les deux entreprises évalueront ensemble les conditions d'une coopération plus poussée dans le cadre des appels

d'offres de 2025. « C'est une bonne nouvelle, qui montre à quel point les entreprises françaises et norvégiennes peuvent tirer profit d'une collaboration », a déclaré le ministre norvégien du commerce et de l'industrie Jan Christian Vestre.

62 nouvelles licences pétrolières et gazières délivrées en 2023.

24 compagnies, dont Equinor, Vår Energi et Aker ont bénéficié de 62 nouvelles licences d'exploration sur le plateau continental norvégien en 2023. « Nous aurons besoin de beaucoup de pétrole et de gaz dans les années à venir » a expliqué le ministre de l'énergie, Terje Aasland, justifiant ainsi l'augmentation du nombre de licences par rapport à 2022 (+15). Le Parti socialiste de gauche et le Parti vert ont fermement dénoncé ce choix.

Nouveau débat sur la limite de la zone d'exploitation pétrogazière en mer de Barents.

En 2020, le Parlement norvégien (Storting) avait adopté une définition de la frontière de la banquise en mer de Barents, au-delà de laquelle l'activité pétrolière et gazière n'est pas autorisée. A l'époque, le Parti du progrès avait obtenu gain de cause pour fixer à 2024 la redéfinition de cette ligne. La banquise recule en raison du réchauffement climatique et « l'industrie pétrolière doit suivre », estime la présidente du parti Sylvi Listhaug, qui souligne les enjeux énergétiques, économiques et sécuritaires de ce dossier. Affirmant que de nombreuses zones de la mer de Barents sont dépourvues de glace et potentiellement propices à l'exploitation de nouveaux gisements, le ministre du Climat et de l'Environnement, Andreas Bjelland Eriksen, s'est opposé à la demande.

Lancement de l'électrification de l'usine de GNL de Melkøya.

Equinor a commencé les travaux pour faire installer les câbles qui permettront d'électrifier d'ici 2030 son usine GNL à Melkøya (Finnmark). Les travaux d'électrification, dénommés *Snøhvit future*, devraient employer 1 700 personnes dans le nord de la Norvège dans les années à venir. Le coût de la première phase des travaux est estimé à 1,5 Md NOK (130 M€), selon le contrat attribué à l'entreprise norvégienne Leonhard Nilsen & Sønner. Dans la région, 2/3 des habitants sont opposés au projet car ils redoutent que les installations détruisent le paysage et que les autres secteurs pâtissent de pénuries d'électricité.

La Norvège critiquée par l'UE pour ses projets d'exploitation minière des fonds marins.

La décision norvégienne du 9 janvier d'ouvrir ses eaux territoriales à l'exploitation minière sous-marine a suscité plusieurs réactions dans les instances européennes. Le Parlement européen devrait présenter début février une résolution appelant à un nouveau moratoire contre l'exploitation des gisements sous-marins. La Commission européenne a défendu le maintien de l'interdiction de l'extraction minière sous-marine, dans l'attente d'avis scientifiques apportant plus de garanties environnementales. Le commissaire européen à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski, a rappelé qu'Oslo et Bruxelles ont signé en septembre 2023 un traité juridiquement contraignant sur la haute mer (BBNJ).

Les Etats-Unis étudient une exemption d'IRA pour la Norvège sur les minéraux.

Sarah Ladislaw, conseillère climat et énergie du Président des Etats-Unis, a indiqué qu'il serait possible que la Norvège obtienne une exemption dans l'IRA (Inflation Reduction Act) pour les minéraux, afin que les entreprises norvégiennes puissent bénéficier des mêmes avantages fiscaux que les entreprises américaines. Mme Ladislaw a assisté le 9 janvier à la conférence annuelle de l'organisation patronale NHO et a rencontré le secrétaire d'Etat au ministère du commerce et de l'industrie, Tore O. Sandvik, pour discuter des minéraux, de l'IRA et de partenariats industriels.

Présentation du livre blanc sur les quotas de pêche.

La ministre de la pêche Cecilie Myrseth a présenté vendredi un livre blanc sur les quotas de pêche, qui présente des mesures visant à préserver une utilisation durable des ressources halieutiques norvégiennes. Selon Mme Myrseth, cette publication ne constitue pas une révolution, mais une sécurité pour l'une des industries les plus importantes du pays. Le livre blanc vise également à garantir une répartition plus équitable des ressources et un développement de l'activité et de l'installation des communautés locales tout au long des côtes norvégiennes. Plusieurs mesures visent à assurer que la flotte côtière norvégienne puisse continuer à jouer un rôle particulier dans le système des quotas afin de préserver la croissance et l'emploi dans les régions côtières.

Suède

La Française des Jeux lance une OPA amicale sur Kindred.

L'offre de la FDJ valorise le groupe Kindred à 28 Mds SEK (environ 2,6 Mds€), soit une prime de 24% par rapport au cours de clôture à la Bourse de Stockholm le 20 janvier. 5e acteur en Europe de l'Ouest de jeux et paris en ligne, Kindred détient des opérateurs comme UNIBET, bingo.com, 32 Redet et Maria Casino. L'offre devra être acceptée sous 9 mois à partir du mois de février 2024. Selon Kindred, l'offre représente un peu moins de 11 fois le résultat de l'EBITDA ajusté de 2023. Cette OPA amicale sur la totalité du capital a déjà obtenu le soutien du conseil d'administration de Kindred et de plusieurs actionnaires (27,9% du capital). C'est notamment le cas de Corvex Management, qui détient 16,6% des actions, de Premier Investissement (4%), d'Eminence Capital (3,5%), de Veralda Investment (2,3%) et de la banque Nordea (1,5%). L'OPA sera soumise au contrôle de concentration des autorités de la concurrence. Cette acquisition permettrait à la FDJ de se hisser au 2^e rang européen pour les jeux. Le chiffre d'affaires réalisé hors de France passerait de 6 à 20%.

Débat sur le financement du réarmement de la défense suédoise.

Il existe aujourd'hui en Suède un large consensus politique concernant le réarmement suédois. Suite au rapport qui sera remis par la Commission de défense en avril, la question du financement sera décidée au niveau des chefs de parti. En fonction du niveau d'ambition choisi, le budget total de la défense devrait être augmenté de 4 à 6 Mds€ par an selon le Dagens Nyheter. Le Premier Ministre, Ulf Kristersson, a souligné que la défense recevra 27 Mds SEK (2,5 Mds€) supplémentaires cette année, pour atteindre 119 Mds SEK (10,5 Mds€). Il s'agit de la plus forte augmentation depuis 2015. La question du mode de financement fait débat au sein des différents partis.

Le gouvernement approuve le lancement des travaux du port de Göteborg.

Cette décision cruciale pour la ville qui assure un tiers du commerce extérieur de la Suède et 65 % du trafic de conteneurs du pays fait suite à l'approbation par la Commission européenne du

financement partiel du projet par la Suède. Elle autorise le dragage de 11M m³ de boue et de pierres pour un coût de 2,8 Mds SEK (315 M). Le projet Skandiaporten doit permettre au port d'accueillir dans 4 ans les plus grands porte-conteneurs du monde.

Les industriels souhaitent que l'Etat finance l'amélioration des infrastructures suédoises.

Selon Dagens Industri, le PDG du géant minier LKAB, Jan Moström, a déclaré que la Suède connaissait actuellement "une gigantesque vague d'investissements". Christian Gardell, fondateur et PDG du fonds d'investissement Cevian Capital souligne la nécessité d'investir massivement dans les infrastructures vieillissantes dans les années à venir et suggère d'introduire un objectif de déficit national. Selon lui, la dette nationale actuellement très faible rendrait les emprunts d'État plus faciles et plus sûrs. De plus en plus de figures politiques de premier plan sont désormais favorables à l'augmentation de l'endettement du pays. Toutefois, la ministre des Finances, Elisabeth Svantesson (M), n'a jusqu'à présent pas apporté son soutien à de telles mesures même si elle reconnaît le besoin désormais pour le pays d'une politique budgétaire plus ambitieuse.

H2 Green Steel obtient un financement de 4,2 Mds€.

L'entreprise H2GS, fondée par Harald Mix, a signé un accord de financement pour un montant de 48 Mds SEK (4,2 Mds€). La Société suédoise de crédit à l'exportation (SEK), la Banque européenne d'investissement et BNP Paribas figurent parmi les nouveaux prêteurs. H2 Green Steel a désormais obtenu un financement total de 75 Mds SEK (6,6 Mds€). Parallèlement, 3,4 Mds SEK (300 M€) seront apportés par des investisseurs tels que Microsoft Climate Innovation Fund et Siemens Financial Services.

Baisse du niveau de vie pour la première fois depuis le milieu des années 1990.

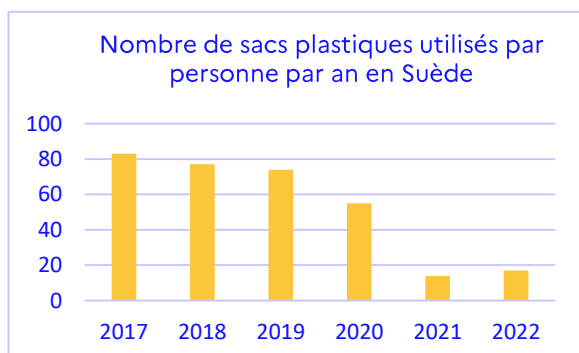
Le niveau de vie médian des ménages a augmenté de 5 % entre 2021 et 2022 en prix courants. Cependant, en raison d'une inflation encore plus élevée - 8,4 % en moyenne annuelle - les revenus ont diminué en termes réels de plus de 3%.

Connecting Stockholm remporte l'exploitation du métro de Stockholm.

Dans le cadre d'un contrat d'une durée de 11 ans (sans possibilité d'extension) et d'un montant de 40 Mds SEK (3,5 Mds€), la société remplacera l'entreprise hongkongaise MTR qui a exploité le réseau pendant 14 ans. Connecting Stockholm sera responsable de l'exploitation du réseau mais également de la planification, et de la gestion du trafic, de la dotation en personnel et du nettoyage des stations ainsi que de l'exploitation et de la maintenance des rames de métro de SL. Les principaux propriétaires de la société sont Go-Ahead (opérateur britannique) et ComfortDelGro (opérateur singapourien). Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif avant le 2 février, ce qui, selon la presse, sera vraisemblablement le cas.

Suppression de la taxe sur les sacs plastiques.

Selon un rapport de l'Agence suédoise pour la Protection de l'Environnement, la taxe sur les sacs plastiques mise en place en 2020 a largement contribué à la chute brutale du recours aux sacs plastiques en Suède. Suite à la décision du gouvernement, cette taxe sera supprimée en novembre 2024. L'Agence suédoise pour la Protection de l'Environnement craint une hausse de leur utilisation et un risque de dépassement du seuil européen de 40 sacs par personne et par an.



Le gouvernement crée une commission pour simplifier les contrôles agroalimentaires.

Les acteurs du secteur agroalimentaire ont demandé au gouvernement de simplifier les règlements de contrôle pour renforcer la compétitivité de la filière à l'international. En réponse, le gouvernement a nommé un expert national, Magnus Oscarsson, qui proposera des mesures de simplification des réglementations et d'allègement des formalités administratives d'ici le 31 mars 2025. La commission devra examiner

l'organisation et le financement des contrôles agroalimentaires, les opportunités de coopération entre les autorités de contrôle, et la possibilité de soutenir les petites entreprises du secteur en leur accordant des contrôles plus adaptés.

Ericsson souffre du déclin des investissements dans la 5G.

Le géant suédois des équipements télécoms a vu ses ventes reculer de -3% l'an dernier et prévoit une réduction nette de -16% de son chiffre d'affaires durant le 4^e trimestre 2023, soit 71,9 Mds SEK (6,32 Mds€). Le groupe pâtit de la faiblesse des commandes de ses clients en matériel 5G, à la fois sur les marchés matures et sur les marchés émergents. Malgré les revenus qui devraient être générés par un contrat de 14 Mds\$ signé avec l'opérateur américain AT&T, Ericsson a déclaré s'attendre à des résultats en baisse en 2024 dans le monde entier (sauf en Chine). Lors de la publication de ses résultats trimestriels, Ericsson a également annoncé que Lars Sandstrom deviendrait son nouveau Directeur financier groupe à partir du mois d'avril 2024. Il succèdera à Carl Mellander.

Geely réduit sa participation dans Volvo AB.

Principal actionnaire du groupe, l'entreprise chinoise a déclaré céder 1,4% du capital 7 Mds SEK (6,2 Mds€) afin de rembourser un prêt obligataire. Récemment, Geely a également réduit sa participation dans Volvo Cars. Cette baisse du lien avec la Chine d'une des plus importantes entreprises industrielles suédoises est bien perçue par les investisseurs selon le Dagens Industri.

Picard Suède mis en faillite.

Le tribunal de première instance vient de déclarer la mise en faillite de l'entreprise de produits surgelés. Ce dernier, implanté en Suède depuis 2013, avait 6 commerces en Suède, 5 à Stockholm et 1 à Göteborg.

IKEA renforce sa présence à Paris.

IKEA a ouvert son premier magasin dans le centre de Paris en 2019. L'ambition est désormais d'ouvrir « IKEA City Paris » en septembre 2024 au Centre commercial Italie Deux (13^e). Sur deux étages (5 800m²), IKEA proposera 3 200 articles sur place contre les 2 000 proposés actuellement à IKEA Madeleine qui fermera définitivement en septembre 2024.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2020 (moyenne annuelle)	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Suède	-2,2	6,1	2,8	0,5	-0,8	-0,3
Danemark	-2,4	6,8	2,7	0,8	-0,3	-0,1
Finlande	-2,3	3,0	2,1	0,1	0,4	-0,9
Norvège ¹	-1,9	3,9	3,0	0,2	-0,5	-0,5
dont PIB continental	-2,5	4,5	3,8	0,1	0	0,1
Islande	-7,2	4,5	7,2	1,3	1,6	-3,8

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

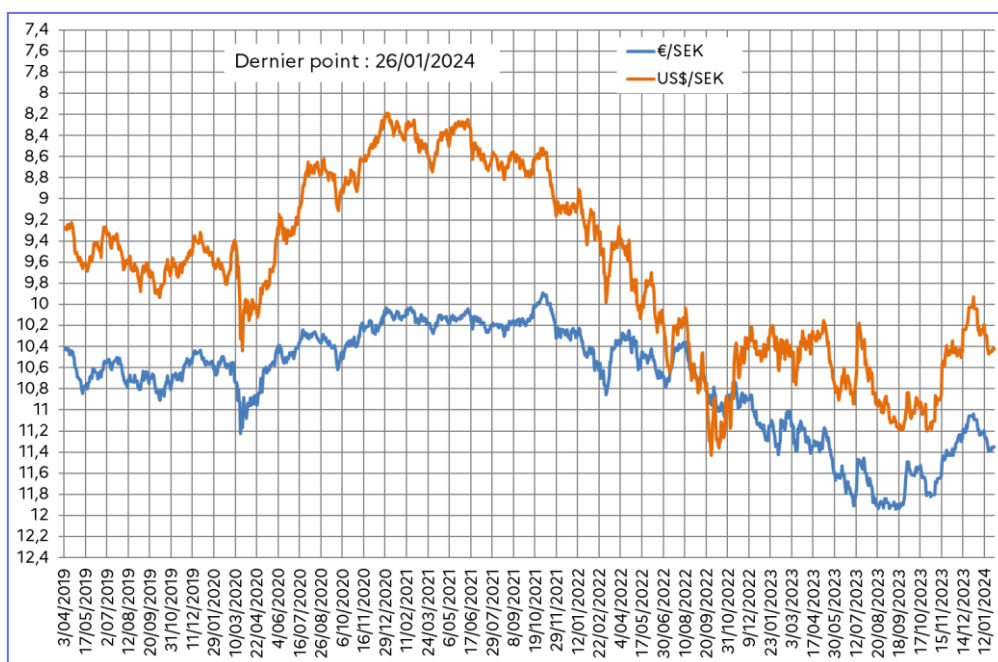
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Suède	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4	9,8	7,7
Danemark	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3	3,6	2,1
Finlande	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4	7,0	5,9
Norvège	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6	6,5	4,5
Islande	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0	9,4	7,7

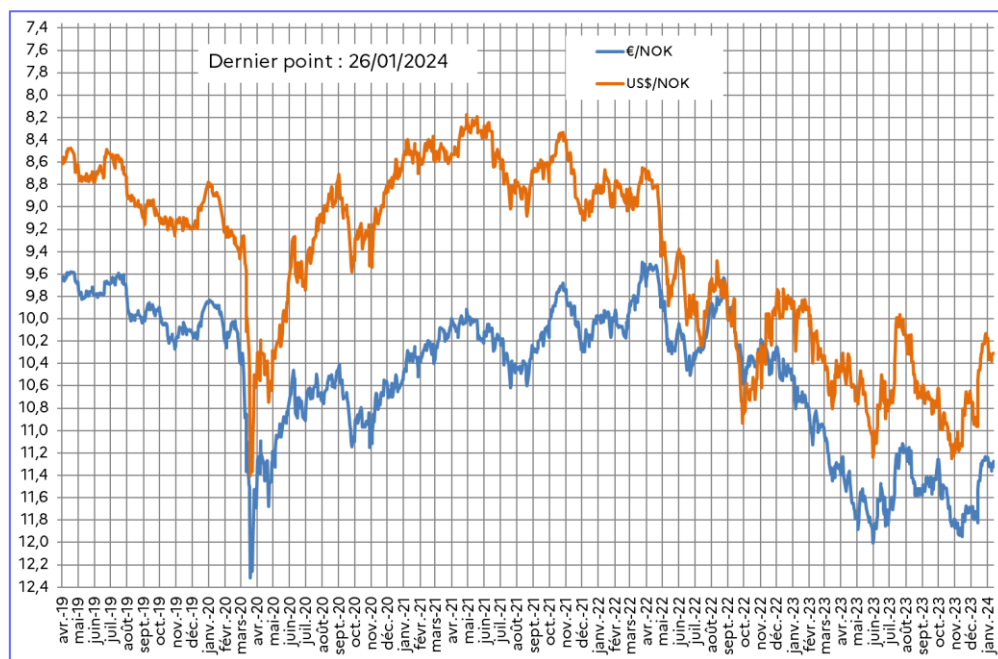
Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, G. Secheret) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr